

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 novembre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2026 - (N° 2141)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

N° 520

AMENDEMENT

présenté par

Mme Chikirou, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 17**ANNEXE**

Compléter l'alinéa 3 par la phrase suivante :

« Il prévoit la création, au sein du service numérique « Mon Espace Santé », d'un guichet national de signalement et d'orientation permettant aux usagères d'effectuer un signalement, y compris de manière anonymisable, d'événements indésirables ou de violences obstétricales et gynécologiques, et d'être orientées vers les dispositifs appropriés. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe parlementaire La France Insoumise vise à créer, au sein de Mon Espace Santé, un guichet national de signalement et d'orientation dédié aux violences obstétricales et gynécologiques (VOG) et aux événements indésirables en gynécologie obstétrique.

Les violences obstétricales et gynécologiques (VOG) demeurent sous-reconnues et sous-documentées, alors même que les témoignages et travaux accumulés décrivent un phénomène systémique, nourri par des rapports de pouvoir au sein de la relation de soins et par une forme d'omerta institutionnelle.

Aujourd'hui, les voies de recours sont fragmentées et dispersées, avec des procédures vécues comme complexes et décourageantes. Les constats documentés sur le fonctionnement ordinal renforcent ce sentiment d'ineffectivité du droit pour les plaignantes. En pratique, beaucoup renoncent à signaler, d'où une sous-déclaration et une sous-estimation des VOG qui entravent la prévention et la réparation.

Créer un guichet national de signalement et d'orientation au sein de Mon Espace Santé apporterait ainsi une porte d'entrée sécurisée, apportant une information claire, une orientation fiable et rapide, sans se substituer aux procédures d'urgence, pénales ou disciplinaires. L'intégration dans un service public numérique déjà utilisé et protégé par un cadre RGPD réduit les obstacles d'accès et renforce la confiance des patientes.

Le rapport annuel public qui pourra en être fait permettra enfin d'éclairer les politiques publiques de prévention et d'amélioration de la qualité des soins. L'amendement répond ainsi à une demande désormais ancienne : rendre visibles et mesurables des faits encore trop souvent niés, au service des droits des patientes.

C'est pourquoi le présent amendement du groupe parlementaire La France Insoumise vise à créer, au sein de Mon Espace Santé, un guichet national de signalement et d'orientation dédié aux VOG et aux événements indésirables en gynécologie obstétrique.